

M. Hurtig poursuit:

La diminution du cours du dollar canadien, maintenu à un niveau artificiellement élevé, faciliterait les exportations, gonflerait les profits et rapporterait de substantielles recettes fiscales supplémentaires.

Encore une fois, un ex-ministre de ce gouvernement a dit qu'un accord secret avait été passé. Je sais que le gouvernement l'a démenti. Ce qui est regrettable, c'est que l'homologue américain dans cette affaire, celui qui saurait, est maintenant décédé. Il est donc très difficile d'obtenir des preuves, auprès de la seule personne qui pourrait en donner. Néanmoins, un ancien ministre conservateur affirme qu'il y a eu un accord pour maintenir le dollar canadien à un certain niveau.

M. Hurtig poursuit:

Une taxe sur les articles de luxe tels que voitures coûteuses, bijoux de grand prix, maisons chères et autres articles de luxe devrait être introduite.

C'est exactement l'amendement que nous avons déposé ici-même. Les conservateurs l'ont rejeté.

M. Hurtig poursuit:

Il conviendrait de rétablir des taux d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés graduels, progressifs.

Il faudrait taxer intégralement les gains en capital, comme c'est le cas aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les déductions pour amortissement artificiellement élevées devraient être supprimées.

Un nombre croissant de sociétés ne paient aucun impôt sur des milliards de dollars de profits. Tous les profits des sociétés devraient être assujettis à un taux d'imposition minimum.

• (1540)

Chaque année, un trop grand nombre de particuliers fortunés ne paient pas d'impôt sur le revenu. Là encore, il conviendrait d'instaurer un impôt sur le revenu minimum.

On pourrait envisager de percevoir des intérêts sur les impôts des sociétés reportés et en accélérer le recouvrement.

Enfin, tout le régime fiscal devrait être revu de façon à le rendre plus progressif, afin que l'impôt dépende de la capacité de payer.

Comme je l'ai indiqué au début, M. Hurtig affirme que ses statistiques proviennent des sources les plus fiables, et il nous les a énumérées. J'aimerais savoir si le sénateur Gigantès, qui a effectué une étude en profondeur de la question, a examiné, d'abord, les propos de M. Hurtig que j'ai lus au début ainsi que les solutions de rechange qu'il propose et s'il pourrait, à quelque moment, nous parler de l'exposé de M. Hurtig, car j'ai l'impression que celui-ci n'a pas été suffisamment débattu. Lorsqu'il a comparu au comité, il manquait de temps et n'a pas pu s'expliquer à fond. Par conséquent, je pense qu'il serait bon que quelqu'un comme le sénateur Gigantès nous dise s'il considère ses déclarations comme valides et ce qu'il pense de ses solutions de rechange.

**Le sénateur Gigantès:** Je vous remercie, sénateur. Ses déclarations sont valides et les chiffres qu'il donne sur le déplacement du fardeau fiscal au profit des riches et au détriment des pauvres sont indéniables. Il suffit de regarder les statistiques officielles de Statistique Canada. C'est là ce que veulent ceux qui élisent un gouvernement conservateur, ou plutôt ceux qui financent la propagande pour faire élire un gouvernement

conservateur, ou qui achètent les élections par des campagnes publicitaires massives etc. C'est pour faire cela qu'ils élisent les Conservateurs. Ce n'est pas surprenant du tout.

On peut voir que les moyens que préconise M. Hurtig pour accroître les recettes gouvernementales sans la TPS constituent, à bien des égards, un mélange entre ce que M. Brooks propose et ce que je propose moi-même et ai toujours préconisé dans cette assemblée, sur le plan de la diminution des taux d'intérêt et du relèvement de l'impôt des sociétés. Ce qui est de mon cru, et que n'ont repris ni Hurtig ni Brooks, est la théorie ou la proposition qui a maintenant été adoptée par le Conseil économique du Canada dans son dernier rapport, à savoir que si l'on veut éponger le déficit et la dette, il faut faire ce que font les pays étrangers qui ont réussi à contenir leur déficit et leur endettement à long terme, soit compenser le déficit d'une année par un excédent l'année suivante. Je parle ici des pays de plein emploi. Il n'y a pas d'autre solution, réellement. Tout le reste est beaucoup plus douloureux. Donc, au lieu de la TPS, il faudrait retenir une gamme d'options dont la diminution des taux d'intérêt, le relèvement du taux d'imposition fédéral des sociétés jusqu'au niveau américain et une politique de plein emploi.

Voilà les solutions de rechange et, comme je l'ai dit en réponse à une question précédente du sénateur Fairbairn, aucune d'elles n'a la faveur des Conservateurs. Les changements intervenus dans le régime fiscal mis en lumière par M. Hurtig sont exactement ce que souhaitaient les Conservateurs. N'oublions pas que M. Wilson allait répétant que ce dont notre pays a besoin, c'est davantage de riches. Il a fait de son mieux, au moyen de la fiscalité, pour augmenter le nombre des riches, ce qui s'accompagne évidemment d'un corollaire : l'augmentation du nombre de pauvres. Maintenant que l'économie est entrée en récession, nous en verrons davantage.

Cette récession est censée se terminer par un atterrissage en souplesse. A mon sens, la perte de 165 000 emplois industriels en 1989, et de Dieu sait combien d'autres en 1990, ne sont pas un atterrissage en douceur. Essayez donc de dire cela aux chômeurs, et particulièrement aux employés de Radio-Canada licenciés hier, qui se sont vu dire d'une minute à l'autre: «Vous êtes renvoyé, vous n'avez plus d'emploi».

Il faut bien voir que ce que les gouvernements conservateurs cherchent généralement à faire, c'est écorcher les pauvres et enrichir les riches. C'est la nature des Conservateurs. On ne peut leur reprocher, ils sont faits comme cela. C'est comme mon chien. Il creuse des trous. C'est très bien. Je ne compare pas un bouvier à un conservateur. Toutefois, mon chien est un animal noble et je suis rarement tenté de qualifier un Conservateur d'animal noble. Animal, peut-être, noble, non.

Il n'y a pas vraiment tellement d'options. Si vous êtes conservateur, vous ne voulez pas imposer plus les riches. Vous ne voulez pas augmenter l'impôt des sociétés, et certainement pas diminuer les taux d'intérêt, parce que tous vos amis gagnent beaucoup d'argent avec ces taux d'intérêt élevés. Vous ne voulez pas lancer des programmes de création d'emploi, car cela reviendrait à accroître l'intervention de l'État dans l'économie et, comme nous le savons tous, c'est une hérésie aux yeux des conservateurs.

Par conséquent, les conservateurs ont opté pour la TPS. Le sénateur Cools a demandé pourquoi. Ils ont opté pour la TPS pour deux raisons. La première était l'impératif de faire passer le fardeau de 4,7 milliards de dollars, selon Brooks, des épaules